tion du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 17 décembre 1974

P. le Président de la République Tunisienne :
et par délégation
Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

TERRES COLLECTIVES

Décret n° 74-1104 du 18 décembre 1974, portant attribution d'une terre collective à titre privé.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, fixant le régime des terres collectives telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971 et notamment ses articles 6, 8, 9 et 16;

Vu le décret n° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi sus-visée n° 64-28 du 4 juin 1964;

Vu le procès-verbal du conseil de gestion de la collectivité des Ouled Moussa de la délégation de Regueb, gouvernorat de Sidi Bouzid en date du 17 juin 1973, relatif à l'attribution de la propriété privative aux membres de la dite collectivité, approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Sidi Bouzid le 8 août 1974 et homologué par le Ministre de l'Agriculture le 2 octobre 1974;

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture;

Décrétons :

Article Premier. — Le droit de jouissance individuelle ou familiale des membres de la collectivité des Ouled Moussa de la délégation de Regueb, gouvernorat de Sidi Bouzid, est converti en droit de propriété privative conformément aux décisions prises par le conseil de gestion de la dite collectivité et consignées dans son procès-verbal en date du 17 juin 1973, tel qu'il a été approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Sidi Bouzid le 8 août 1974 et homologué par le Ministre de l'Agriculture le 2 octobre 1974.

ART. 2. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 18 décembre 1974

P. le Président de la République Tunisienne :
et par délégation
Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

Décret n° 74-1105 du 18 décembre 1974, portant attribution d'une terre collective à titre privé.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, fixant le régime des terres collectives telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971 et notamment ses articles 6, 8, 9 et 16;

Vu le décret n° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi sus-visée n° 64-28 du 4 juin 1964;

Vu le procès-verbal du conseil de gestion de la collectivité Fatnassa (secteur El Khachem) de la délégation de Regueb, gouvernorat de Sidi Bouzid en date du 19 octobre 1973, relatif à l'attribution de la propriété privative aux membres de la dite collectivité, approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Sidi Bouzid le 8 août 1974 et homologué par le Ministre de l'Agriculture le 2 octobre 1974;

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture;

Décrétons :

Article Premier. — Le droit de jouissance individuelle ou familiale des membres de la collectivité Fatnassa (secteur El

Kachem) de la délégation de Regueb, gouvernorat de Sidi Bouzid, est converti en droit de propriété privative conformément aux décisions prises par le conseil de gestion de la dite collectivité et consignées dans son procès-verbal en date du 19 octobre 1973, tel qu'il a été approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Sidi Bouzid le 8 août 1974 et homologué par le Ministre de l'Agriculture le 2 octobre 1974.

ART. 2. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 18 décembre 1974

P. le Président de la République Tunisienne :
et par délégation
Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

EAUX

Arrêté du Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture du 19 décembre 1974, portant ouverture d'enquête.

Le Secrétaire d'Etat, auprès du Ministre de l'Agriculture;

Vu le décret du 24 septembre 1885, sur le domaine public;

Vu le décret du 5 août 1933, portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du domaine public et notamment son article 13;

Vu la demande présentée par Monsieur Keffi Ben Mohamed Ali Zoghلامي en vue d'obtenir l'autorisation d'utiliser une partie des eaux de l'Oued Fkirina jusqu'à concurrence de 80 m³ par jour pendant 8 mois de chaque année pour irriguer une parcelle de 2 ha de cultures maraichères;

Arrête :

Article Premier. — La demande de Monsieur Keffi Ben Mohamed Ali Zoghلامي sera soumise à une enquête administrative de quinze jours conformément aux dispositions du décret sus-visé du 5 août 1933.

Art. 2. — Un avis sera affiché :

- 1) au siège du gouvernorat du Kef;
- 2) au tribunal de première instance du Kef;
- 3) aux municipalités de Tadjerouine et du Kef;
- 4) dans les différents marchés du gouvernorat du Kef;
- 5) dans les principaux centres du gouvernorat du Kef.

Cet avis fera connaître au public que l'enquête est ouverte du 1er au 15 février 1975 que les intéressés peuvent prendre connaissance du dossier déposé au siège du gouvernorat, tous les jours les dimanches et les jours fériés exceptés de 9h à 11h et de 15h à 17h et consigner leurs observations sur le registre annexé au dossier.

Tunis, le 19 décembre 1974

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture
ABDERRAHMAN BEN MESSAOUD

Vu :

Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

Arrêté du Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture du 19 décembre 1974, portant ouverture d'enquête.

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture;

Vu le décret du 24 septembre 1885, sur le domaine public;

Vu le décret du 5 août 1933, portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du domaine public et notamment son article 13;